



Décision n° 2018-271

modifiant une autorisation de prélèvement d'échantillons minéraux et végétaux
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel
en vigueur dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2018-182 du 30 mai 2018 autorisant un prélèvement d'échantillons minéraux et végétaux en dérogation aux règles de protection du milieu naturel en vigueur dans le cœur du Parc national,

VU la demande présentée le 10 juillet 2018 par Madame GIGUET-COVEX Charline, chercheuse au laboratoire EDYTEM de l'Université de Haute-Savoie,

Considérant que la demande porte sur l'élargissement de l'autorisation n°2018-182 à trois bénéficiaires supplémentaires travaillant pour le projet « ECOGEN »,

Décide

Article 1 :

L'article 3 de la décision n°2018-182 du 30 mai 2018 est modifié comme suit :

- « La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :
- HEINTZMAN Peter, chercheur en génétique ;
 - GARCES-PASTOR Sandra, chercheuse en écologie ;
 - GIGUET-COVEX Charline, chercheuse en géologie et paléoenvironnement
 - HEGGLAND Kristin, étudiante diplômée en écologie ;
 - GREVE ALSOS Inger, professeure en écologie et génétique ;
 - BROWN Tony, professeur en géologie et écologie ;
 - LAMMERS Youri, étudiant diplômé en génétique.
 - VANNIERE Boris,
 - LESTIENNE Marion,
 - CONNOR Simon.

Article 2 :

Les autres dispositions de la décision n°2018-182 demeurent inchangées.

Article 3 :

Les bénéficiaires devront présenter cette décision modificative accompagnée de la décision n°2018-182, à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 :



Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 13 juillet 2018

 Le Directeur du
Parc national du Mercantour

CHRISTOPHE VIRET